

(A)

(N° 310.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JUILLET 1919.

FEUILLETON AU 10 AOUT 1919.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|----|------|---|
| 1. | 302. | Par pétition datée de Charleroi, sans date,
309. Les président et secrétaire de la Ligue des proprié-
taires de Gilly, demandent que le délai imparti par la
loi du 3 avril 1919, pour l'introduction en justice des
affaires de loyers soit prorogé de six mois.
Même pétition d'habitants de Charleroi et des com-
munes environnantes. |
| 2. | 304. | Par pétition datée de Tournai, le 13 juin 1919,
Des habitants de Tournai demandent le vote d'une
loi comprenant le manque à gagner dans les dommages
de guerre susceptibles de réparation.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Écono-
miques. |
| 3. | 306. | Par pétition datée de Heyst-sur-Mer, le 19 juin 1919,
Le Conseil communal de Heyst-sur-Mer demande
l'établissement d'un port de refuge dans cette localité.
Même pétition du sieur De Vlieger, délégué de l'as-
sociation « De Vrije Visschers » de Heyst. |

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes.

Numéros
du
feuillet-on.

Numéros
du registre des
pétitions.

4.

307.

Par pétition datée de Gand, le 24 juin 1919,

Le sieur D'Hond, président du Syndicat des employés et voyageurs « Help U zelve » de Gand, à Gand, expose le programme des réformes qu'il voudrait voir adopter par la Chambre en matière de salaire et de maximum d'heures de travail.

Même pétition des sieurs De Busscher et Bens, président ff. et secrétaire de l'Association générale des employés de commerce et d'industrie, à Ostende, des président et secrétaire du Syndicat des voyageurs, à Anvers, et de la Société de Mutualité « L'Avenir », à Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre du Travail.*

5.

308.

Par pétition datée de Bruxelles, le 24 juin 1919,

Le sieur Clément, A., secrétaire de l'Union des Associations des commerçants détaillants et petits industriels de Belgique, à Bruxelles, sollicitent le vote de mesures législatives, comportant la prorogation des baux des locaux affectés au petit commerce et à la petite industrie, l'exonération en faveur des locataires principaux des sous-loyers non perçus, la réduction à 50 p. c. des arriérés dus par les locataires principaux et la réduction à 50 p. c. de taux des intérêts moratoires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

6.

318.

Par pétition datée de La Louvière, le 7 juillet 1919,

Les président et secrétaire de la Fédération des Groupes de propriétaires du Centre, soumettent à la Chambre un ensemble de mesures destinées à résoudre le problème des loyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

7.

319.

Par pétition datée de Landen, le 8 juillet 1919,

Le sieur Hody, à Landen, sollicite l'intervention de la Chambre dans une affaire judiciaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice, en y appelant sa bienveillante attention.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

8.

321.

Par pétition datée de Bottelaere (Flandre Orientale), le 8 juillet 1919,

Les président et secrétaire du Cercle des instituteurs de Meirelbeke (Flandre Orientale), à Bottelaere, émettent le vœu de voir rapporter la décision ministérielle par laquelle ont été invalidés les diplômes pour instituteurs, délivrés en 1917 et 1918.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

9.

327.

Par pétition datée de Wasmes (Hainaut), le 13 juillet 1919,

Des habitants de Wasmes (Hainaut), pensionnés de la Caisse de Prévoyance des Charbonnages du Couchant de Mons, demandent qu'en attendant le relèvement de la pension, le supplément accordé antérieurement pour « vie chère » soit rétabli.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

10.

335.

Par pétition datée de Haine-Saint-Pierre (Hainaut), le 19 juillet 1919,

Des employés de diverses usines métallurgiques du Centre demandent l'abolition du droit de patente sur les employés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

11.

336.

Par pétition datée de Quaregnon (Hainaut), le 19 juillet 1919,

Des invalides de guerre, à Quaregnon, réformés en 1914, exposent leur situation et demandent que des mesures spéciales soient prises pour y remédier.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

12.

337.

Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 19 juillet 1919,

Le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode émet le vœu de voir les Chambres mettre d'urgence à l'étude la question de la fixation d'un minimum national de traitement pour tous les appointés et salariés des administrations publiques.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros
du
feuilletton.

Numéros
du registre des
pétitions.

13.

338.

Par pétition datée de Lodelinsart (Hainaut), le 19 juillet 1919,

Les secrétaires de la Fédération des chômeurs de Charleroi et de Mons à Lodelinsart, sollicitent l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à la communication qu'ils ont faite au Gouvernement de fiches nominatives établissant les salaires perdus par les chômeurs de leur association.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

14

339.

Par pétition datée de Liège, le 23 juillet 1919,
Des employés de la Compagnie internationale d'électricité, à Liège, soumettent à la Chambre le texte d'un contrat conclu avec cette société.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

15.

340.

Par pétition datée de Beyne-Heusay (Liège), le 23 juillet 1919,

Le secrétaire du Cercle pédagogique de Fléron-Jupille (Liège) attire l'attention de la Chambre sur la situation pénible dans laquelle se trouve le personnel enseignant primaire et froëbélien par suite du retard apporté à la liquidation des indemnités et à la mise en vigueur d'un nouveau barème de traitements.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

16.

341.

Par pétition datée de Pont-à-Celles (Hainaut), le 23 juillet 1919,

La dame Flora Moraux, veuve du sieur Camille Dinsart, instituteur communal à Obaix, tué par les Allemands en accomplissant son service de garde-civique, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir que lui soit payé le traitement de son mari, afférent à la période de la guerre.

DÉCISION : Renvoi au Ministre de la Guerre.

17.

345.

Par pétition datée de Nessonvaux (Liège), le 12 juillet 1919,

Le conseil communal de Nessonvaux (Liège) proteste

contre la suppression du secours alimentaire tel qu'il
avait réglementé en novembre 1917.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre du Travail.*

18. 348. Par pétition datée de Mons, le 28 juin 1919,
Le sieur Masson, ouvrier pensionné de l'Etat, à Mons,
demande la revision des pensions civiles.

DÉCISION : *Ordre du jour.*



(λ)

(N^o 510.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN

(JULI 1919)

LIJST TOT OP 10 AUGUSTUS 1919

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|----|------|--|
| 1. | 302. | Bij niet gedagteekend verzoekschrift uit Charleroi. |
| | 309. | Vragen de voorzitter en schrijver van den eigenaarsbond te Gilly, dat de termijn, door de wet van 3 April 1919 voorzien om de huurgedingen voor de rechtbank aan te brengen, met zes maanden wordt verlengd. |

Zelfde verzoekschrift vanwege ingezetenen van Charleroi en omliggende gemeenten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

- | | | |
|----|------|--|
| 2. | 304. | Bij verzoekschrift uit Doornik, gedagteekend 13 Juni 1919, |
|----|------|--|

Vragen ingezetenen van Doornik de aanneming eener wet, waarbij het gebrek aan verdienste begrepen wordt in de voor vergoeding vatbare oorlogsschade.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

- | | | |
|----|------|--|
| 3. | 306. | Bij verzoekschrift uit Heyst-aan-Zee, gedagteekend 19 Juni 1919, |
|----|------|--|

Vraagt de Gemeenteraad van Heyst-aan-Zee de aanlegging eener vluchthaven in deze gemeente.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

Zelfde verzoekschrift vanwege den heer De Vlieger, afgevaardigde van de Vereeniging « De Vrije Visschers » van Heyst.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Marine, Posterijen, Telegraaf en Telefoon.*

4. 307. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 24 Juni 1919,

Zet de heer D'Hond, voorzitter van het Syndicaat der bedienden en reizigers « Help u Zelve » van Gent, te Gent, het programma uiteen van de hervormingen, welke hij wenscht door de Kamer te zien aangenomen worden in zake loon en maximum-arbeidstijd.

Zelfde verzoekschrift vanwege de heeren De Buscher en Bens, wn. voorzitter en schrijver van de Algemeene Vereeniging der handels- en nijverheidsbedienden, te Oostende, vanwege den voorzitter en secretaris van het syndicaat der reizigers, te Antwerpen, en vanwege de mutualiteit « De Toekomst », te Antwerpen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Arbeid.*

5. 308. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 24 Juni 1919,

Vraagt de heer Clément, A., schrijver van den Bond der Vereenigingen van de Belgische kleinhandelaars en kleinnijveraars, te Brussel, dat door de wet maatregelen worden genomen houdende verlenging der huur van lokalen gebruikt van den kleinhandel en de kleinnijverheid, vrijstelling van de niet geïnde onderhuren ten behoeve van de voorname huurders en vermindering tot op 50 f. h. van de achterstallen verschuldigd door de voorname huurders en de vermindering tot op 50 t. h. van de interesten wegens vertraagde betaling.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

6, 318. Bij verzoekschrift uit La Louvière, gedagteekend 7 Juli 1919,

Onderwerpen de voorzitter en secretaris van het

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

Verbond der Eigenaarsgroepen uit het Centrum aan de Kamer een samenstel van maatregelen tot oplossing der huishuurquaëstie.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

7. 319. Bij verzoekschrift uit Landen, gedagteekend 8 Juli 1919,

Vraagt de heer Hody, te Landen, dat de Kamer tusschenbeide kome in eene gerechtszaak.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie met beroep op diens welwillende aandacht.

8. 321. Bij verzoekschrift uit Bottelare (Oost-Vlaanderen), gedagteekend 8 Juli 1919,

Uiten de voorzitter en secretaris van den Onderwijzerskring van Meirelbeke (Oost-Vlaanderen), te Bottelare, den wensch, dat de ministerieele beslissing, die de in 1917 en 1918 afgeleverde onderwijzersdiplomas ongeldig verklaart, ingetrokken worde.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

9. 327. Bij verzoekschrift uit Wasmes (Henegouw), gedagteekend 13 Juli 1919,

Vragen inwoners van Wasmes (Henegouw), gepensionneerden ten laste van de Voorzorgskas der kolenmijnen van den Couchant de Mons dat, in afwachting dat het pensioen worde verhoogd, de vroeger verleende duurtebijslag worde heringevoerd.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

10. 335. Bij verzoekschrift uit Haine-Saint-Pierre (Henegouw), gedagteekend 19 Juli 1919,

Vragen bedienden uit onderscheidene metaalfabrieken van het Centrum de afschaffing van het patentrecht op de bedienden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

11.

336.

Bij verzoekschrift uit Quaregnon (Henegouw), gedagteekend 19 Juli 1919,

Doen de oorlogsinvaliden, te Quaregnon, die in 1914 werden afgekeurd, hunnen toestand kennen en vragen dat bijzondere maatregelen te hunner voordeele worden genomen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

12.

337.

Bij verzoekschrift uit Sint-Joost-ten-Oode, gedagteekend 19 Juli 1919,

Uit de gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Oode den wensch, dat de Kamers het bepalen van een nationale minimum-wedde voor al de bezoldigden en daglooners der openbare besturen spoedig ter studie leggen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

13.

338.

Bij verzoekschrift uit Londelinsart (Henegouw), gedagteekend 19 Juli 1919,

Vragen de secretarissen van het Verbond der werkloozen van Charleroi en van Bergen, te Londelinsart, dat de Kamer tusschenbeide kome opdat gevolg worde gegeven aan de mededeeling, door hen aan de Regeering gedaan, betreffende naamkaarten tot vaststelling der dagloonen welke de werkloozen hunner vereeniging hebben verloren.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

14.

339.

Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 23 Juli 1919, Onderwerpen bedienden der « Compagnie internationale d'électricité », te Luik, aan de Kamer den tekst van een met deze Vennootschap gesloten contract.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

15.

340.

Bij verzoekschrift uit Beyne-Heusay (Luik), gedagteekend 23 Juli 1919,

Vestigt de secretaris van den Paedagogischen Kring van Fléron-Jupille (Luik) de aandacht der Kamer op den neteligen toestand waarin het onderwijspersoneel der lagere scholen en der froëbelscholen zich bevindt wegens

Nummers *van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
------------------------------	--

de vertraging in de uitkeering der vergoedingen en de invoering van een nieuwen rooster van jaarwedden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.*

16. 344, Bij verzoekschrift uit Pont-à-Celles (Henegouw), gedagteekend 23 Juli 1919,

Vraagt mevrouw Flora Moraux, weduwe van den heer Camille Dinsart, gemeenteonderwijzer te Obaix, door de Duitschers gedood bij het uitoefenen van zijn dienst in de burgerwacht, dat de Kamer tusschenbeide komen opdat de jaarwedde van haren echtgenoot, haar voor het oorlogstijdperk wordt uitbetaald.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

17. 345. Bij verzoekschrift uit Nessonvaux (Luik), gedagteekend 12 Juli 1919,

Teekent de gemeenteraad van Nessonvaux (Luik) verzet aan tegen de afschaffing van den Voedingsonderstand zooals hij in November 1917 was geregeld.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Arbeid.*

18. 348. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 23 Jun 1919,

Vraagt de heer Masson, gepensionneerd staatsarbeider, te Bergen, de herziening van de burgerlijke pensioenen.

BESLUIT : *Dagorde.*

